

ACCORD CADRE MULTI ATTRIBUTAIRES

ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS INTERNES ET EXTERNES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) COMMUNAUX TROIS PREMIERS MARCHES SUBSEQUENTS

SIÈGE

15 rue des Minimes – CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex

Tél +33 (0)1 56 65 89 98

Fax +33 (0)1 56 65 86 00
www.inpi.fr – contact@inpi.fr

Établissement public national
créé par la loi n°51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

1	OBJET DES MARCHES SUBSEQUENTS N°1, 2 ET 3.....	3
2	FORME DES MARCHÉS CONCLUS SUR LA BASE DE L'ACCORD CADRE EVENEMENTIEL.....	3
3	MODALITES D'ATTRIBUTION DES TROIS PREMIERS MARCHES SUBSEQUENTS.....	3
4	NON PARTICIPATION A UNE REMISE EN CONCURRENCE DANS LE CADRE D'UN MARCHÉ SUBSEQUENT.....	3
5	NEGOCIATION	3
6	DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	3
7	DELAIS D'EXECUTION.....	4
8	BONS DE COMMANDE.....	4
9	MONTANT DES MARCHÉS SUBSEQUENTS	4
10	PRIX DES PRESTATIONS.....	4
11	VARIATION DANS LES PRIX	4
12	REGLEMENT DES COMPTES.....	4
13	AVANCE – MS1, MS2 ET MS3	6
14	EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
15	CHANGEMENT DANS L'EQUIPE DEDIEE AVANT L'EVENEMENT	6
16	VERIFICATIONS ET ADMISSIONS.....	6
17	PENALITES.....	6
18	OFFRE ANORMALEMENT BASSE.....	7
19	CESSION DE CREANCE	7
20	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS.....	7
21	RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	8
22	PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR.....	9
23	CONFIDENTIALITE	9
24	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	9
25	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS.....	10
26	DOCUMENTS A PRODUIRE.....	10
27	DISPOSITIONS RELATIVES AU RESPECT DU CODE DU TRAVAIL.....	10
28	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	10
29	RÉSILIATION.....	11
30	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	11
31	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	11
32	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	11

1 OBJET DES MARCHES SUBSEQUENTS N° 1, 2 ET 3

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des prestations d'organisation d'événements internes et externes pour le compte de l'INPI.

Le premier marché subséquent a pour objet l'organisation de la session 2025 du déjeuner de l'INPI.

Le deuxième marché subséquent porte sur l'organisation de la session 2025 du séminaire managers de l'INPI.

Le troisième marché subséquent porte sur l'organisation de la cérémonie nationale de remise des trophées 2025 de l'innovation.

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans les cahiers des clauses techniques particulières propres à chaque marché subséquent.

2 FORME DES MARCHÉS CONCLUS SUR LA BASE DE L'ACCORD CADRE EVENEMENTIEL

Les marchés subséquents conclus sur la base de cet accord cadre seront des marchés à bons de commande.

3 MODALITES D'ATTRIBUTION DES TROIS PREMIERS MARCHES SUBSEQUENTS

L'accord cadre donnera lieu à la sélection de trois candidats au maximum qui seront remis en concurrence à la survenance de chaque besoin dans le cadre de marchés subséquents.

Les trois agences retenues pour être attributaires de l'accord-cadre seront évaluées et leurs offres classées en fonction des critères ci-dessous, pondérés de la manière suivante (article 5 du CCAP de l'accord-cadre) :

- Valeur technique et/ou Qualité (pondération 50 %)
- Montant de l'offre (pondération 50 %).

Les trois premiers marchés subséquents pourront être attribués à des opérateurs distincts parmi les trois agences attributaires de l'accord cadre suivant l'application des critères des marchés subséquents annoncés dans le règlement de la consultation.

4 NON PARTICIPATION A UNE REMISE EN CONCURRENCE DANS LE CADRE D'UN MARCHÉ SUBSEQUENT

Chaque attributaire de l'accord-cadre devra déposer une offre à chaque remise en concurrence organisée en vue de conclure un marché. A défaut, il devra justifier par courrier ou message sécurisé déposé via la plateforme PLACE de sa non-participation.

5 NEGOCIATION

L'INPI se réserve la possibilité de négocier dans le cadre de l'attribution des marchés subséquents.

6 DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les trois marchés subséquents sont conclus pour une durée ferme allant de leur date de notification jusqu'au 31 décembre 2025.

7 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des prestations seront précisés dans chacun des bons de commandes.

8 BONS DE COMMANDE

Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande déterminera la nature, les quantités et le délai dans lequel la prestation devra être exécutée.

L'émission de bons de commande sur la base des marchés subséquents conclus pourra s'effectuer jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre.

9 MONTANT DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Le premier marché subséquent est un accord-cadre conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 1 50 000 € HT.

Le deuxième marché subséquent est un accord-cadre conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 1 30 000 € HT.

Le troisième marché subséquent est un accord-cadre conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 200 000 € HT.

10 PRIX DES PRESTATIONS

10.1 Forme des prix

Les prix de l'accord cadre et des marchés subséquents en découlant sont des prix unitaires.

Les prix de chaque marché subséquent sont ceux renseignés aux bordereaux des prix propres à chaque marché subséquent.

10.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA. Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché.

11 VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont fermes et non actualisables pour la durée de chaque marché subséquent.

12 REGLEMENT DES COMPTES

12.1 Remise des factures à l'INPI

12.1.1 Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro : FFCOMM
- Engagement(s) :
 - Pour les prestations à bons de commande : les informations sont référencées sur chaque bon de commande – dans le cartouche Facturation électronique « Références Chorus Pro » ;

Et/ou

- Pour les prestations à prix forfaitaire : Engagement juridique (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : EJ/SF/... /.....
- Numéro de marché (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : 202.../00.

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

12.1.2 Facturation papier

Pour les entreprises n'entrant pas dans le champ d'application des textes susvisés, les factures sont envoyées à l'adresse suivante : INPI, factures fournisseurs, Service Financier, 15 rue des minimes, CS50001, 92 677 Courbevoie cedex.

12.1.3 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché,
- la nature, le prix des prestations réalisées et la phase d'exécution correspondante,
- le montant total hors taxes,
- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC.

12.2 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du marché s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Le paiement de location de salles sera effectué avant service fait.

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectuera après service fait.

Les prestations réalisées sur bons de commande seront réglées selon les modalités de règlement fixées dans le bon de commande, ou, à défaut, après service fait.

Selon qu'il sera isolé ou partie d'une prestation globale, le règlement sera considéré comme acompte ou paiement partiel définitif.

12.3 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI.

13 AVANCE – MS1, MS2 ET MS3

Une avance de 10% de chaque bon de commandes supérieurs à 50 000 € HT sera accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L2991-2, L2991-3, R2191-16 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, sauf s'il la refuse expressément dans l'acte d'engagement, selon la formule suivante :

$$\text{Avance} = \text{Montant du bon de commande} \times 10\%$$

Elle sera réglée sans formalités dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché. Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions prévues par les articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

14 EXECUTION DES PRESTATIONS

Le (s) titulaire(s) de chaque MS s'engage (nt) à réaliser l'ensemble des prestations prévues dans les CCTP propres à chaque marché subséquent avant le terme du marché.

15 CHANGEMENT DANS L'EQUIPE DEDIEE AVANT L'EVENEMENT

En cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée (profils présentés lors de la remise des offres pour chaque marché subséquent), le titulaire du marché s'engage :

- A informer l'équipe projet Com INPI, 15 jours ouvrés après le départ effectif de la personne concernée du projet ;
- A proposer à l'équipe projet INPI, un profil équivalent **sous 2 jours ouvrés maximum à compter de l'annonce du départ de la personne concernée.**

Au-delà de ces délais, des pénalités s'appliqueront de droit.

16 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

Les vérifications et admissions conditionnent le paiement des prestations acceptées.

Les différentes étapes de vérification prévues au CCAG/ FCS s'appliquent.

17 PENALITES

17.1 Pénalités pour non-respect des obligations liées aux modifications apportées dans l'équipe dédiée à l'organisation d'un événement

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 15 du présent CCAP, une pénalité de 100 € sera appliquée par jour ouvré de retard au-delà des délais impartis.

17.2 Pénalités de retard de remise des livrables (livrable matérialisé ou non)

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités en cas de retard imputable au prestataire, applicables en cas de non-respect des délais annoncés dans les CCTP propre à chaque marché subséquent ou dans chaque bon de commande s'élèveront à 200 € par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-FCS, ces pénalités pourront être appliquées quels que soient leurs montants.

18 OFFRE ANORMALEMENT BASSE

En cas de suspicion d'offre anormalement basse, l'INPI pourra demander par écrit à chaque candidat concerné la manière dont ce dernier a constitué les prix proposés.

Les candidats devront répondre dans les délais aux sollicitations sous peine de voir leur offre écartée.

L'INPI s'engage à respecter le secret le plus total sur la décomposition des prix de chacun des candidats.

L'INPI déterminera à la réception des éléments de réponse complémentaire si les offres suspectées doivent être écartées au motif de leur caractère anormalement bas (si les éléments de preuves fournis n'expliquent pas de manière satisfaisante le bas niveau de prix ou des coûts proposés) conformément aux articles L2152-5 et L2152-2 du Code de la commande publique.

19 CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre du présent marché, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant du marché non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

20 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée par la loi n° 2001-1108 du 11/12/2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (loi « MURCEF ») et les articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique.

20.1 Désignation d'un(ou de) sous-traitant(s) lors du dépôt de l'offre

Le candidat qui envisage de sous-traiter une partie des prestations dès le début d'exécution du marché doit le faire connaître lors de la remise de son offre. L'identité, l'adresse de son (ou de ses) sous-traitant (s) et la nature des prestations sous-traitées et le type de contrat conclu avec le sous-traitant permettant de garantir la protection des intérêts de l'INPI notamment aux fins du respect de la réglementation et en particulier de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

20.2 Désignation d'un(ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

- ① Une déclaration mentionnant :
 - la nature des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;

- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, joint au présent dossier).

- ② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- ③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- ④ Le certificat de cessibilité du marché si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

20.3 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement, après accord du titulaire.

Conformément aux dispositions du code de la Commande publique, le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché public, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché public.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur ou à la personne désignée dans le marché public par l'acheteur, accompagnée des copies des factures adressées au titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans le marché public adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

20.4 Droit de regard de l'INPI sur les contrats de sous-traitance

L'INPI se réserve le droit de demander la communication du ou des contrat(s) de sous-traitance.

En tout état de cause, le candidat est garant de toutes les prestations qui seront sous-traitées.

21 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'Institut se réserve le droit de réclamer au titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

22 PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

23 CONFIDENTIALITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS s'appliquent.

24 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Tous les résultats (études, documents de travail, créations, textes, maquettes, images, photographies, etc.) deviennent la propriété de l'INPI.

Par conséquent, le titulaire cède à l'INPI à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux d'auteur qui lui sont dévolus par la loi, et notamment, de façon non limitative :

- Le droit d'exploitation
- Le droit de traduction,
- Le droit de reproduction sur tout support, connu ou inconnu,
- Le droit de représentation par tous moyens, connu ou inconnu,
- Le droit de commercialisation et d'usage,
- Les droits d'utilisation, d'adaptation et de modification,

de tous les éléments fournis par le titulaire au titre de chacun des présents marchés.

La présente cession est faite pour la durée de la protection par les droits d'auteur, y compris les prolongations qui pourraient y apportées.

Il est par ailleurs entendu que les données fournies par l'INPI au titulaire dans le cadre de chacun de ses marchés restent la propriété de l'INPI. Ainsi, le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte du fait de l'exécution des prestations prévues au marché lorsque les créations ont été réalisées par l'INPI et remises au titulaire. Le titulaire doit restituer à l'INPI, sur simple demande, les supports ayant servis à réaliser la prestation. C'est notamment le cas des films, rushes, négatifs, supports numériques, chartes graphiques, plaques, tout ce qui a permis la conception des livrables, utilisés par le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitant.

En cas de résiliation du marché et ce, pour quelque cause que ce soit, l'INPI deviendra propriétaire, dès la date de résiliation, de l'ensemble des documents et études réalisés au titre de ce marché ou en cours d'exécution.

L'INPI peut communiquer à des tiers les résultats des prestations résultant de l'exécution du marché.

L'INPI peut librement publier les résultats des prestations.

Le titulaire garantit être titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations et avoir conclu, le cas échéant, les cessions nécessaires avec les auteurs.

Il garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle des livrables fournis au titre du marché.

25 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience du remplaçant devront être notifiés par écrit.

L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif du présent marché dans les 15 jours suivants la notification du marché.

26 DOCUMENTS A PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n° 2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l'obligation de produire à l'INPI, à la conclusion du marché et tous les six mois à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

27 DISPOSITIONS RELATIVES AU RESPECT DU CODE DU TRAVAIL

27.1 Dispositions relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant égal à 10% du montant du présent marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

27.2 Autres dispositions du Code du travail

Le candidat doit faire son affaire des obligations qui découleraient de l'application d'une convention collective, ou le cas échéant des éventuelles obligations qui découleraient des dispositions du Code du Travail et notamment de son article L. 1224-1.

28 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

29 RÉSILIATION

Les dispositions du chapitre VII du CCAG FCS s'appliquent.

L'INPI se réserve le droit d'apprécier, dans chaque cas, selon la gravité de l'inexactitude et le caractère, volontaire ou non, de l'erreur commise, s'il y a lieu ou non d'infliger une sanction.

30 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues aux articles D. 2197-15 ; R. 2197-16 et D. 2197-17 du code de la commande publique.

31 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

32 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS :

Article(s) du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-FCS au(x)quel(s) il est dérogé
17.2	14.1 ;14.3

Les actes d'engagement de l'accord-cadre et des trois premiers marchés subséquents dérogent au CCAG-FCS conformément au tableau ci-dessous :

Article(s) de l'acte d'engagement par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-FCS au(x)quel(s) il est dérogé
8	4.1